
CABINET

ORIGINAL

CELLULE DE GESTION DES MARCHES PUBLICS

2021-03376/AR/ARMP M C DU 15/03/2021
MARCHÉ N° _____ [numéro d'identification unique de marché (NIUM) de l'ARMP] [Date]

<u>OBJET</u>	EXTENSION RFM unité COVID-19/CHU
<u>MONTANT DU MARCHÉ</u>	Treize millions quatre cent quatre-vingt-douze mille cinq cent trente (13 492 530) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC)
<u>IMPUTATION</u>	Fonds COVID-19/ 2020
<u>CODE ACTIVITE</u>	Non inscrit
<u>REFERENCE PPM</u>	Non inscrit
<u>FOURNISSEUR</u>	AIR Liquide Congo SA Sise BP 734 Quartier Industriel KM4 Pointe-Noire, Tél : 00.242.04.444.02.02,

MARCHE CONCLU PAR ENTENTE DIRECTE (E.D)

Etabli conformément au décret n° 2009-156 du 20 mai 2009 portant Code des marchés publics et ses textes d'application en République du Congo.



Lettre de marché

Aux termes de la consultation intervenue le ;

Le **Ministère de la santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement**, sis Allée du Chaillu à Côté de la Garnison centre-ville, Brazzaville, représenté par Madame **Jacqueline Lydia MIKOLO, La Ministre**, (ci-après dénommé le « **Maître d'ouvrage** ») d'une part,

Et

La société **AIR LIQUIDE CONGO**, sise BP 734 Quartier Industriel KM4 Pointe-Noire, Tél : 00.242.04.444.02.02, représentée par monsieur **Regis Jean Marc MAYEN, Directeur Général** (ci-après dénommé le « **Titulaire** ») d'autre part,

ATTENDU QUE le Maître d'ouvrage désire que certaines travaux soient réalisés et a consulté par l'entrepreneur, c'est-à-dire pour « **les travaux d'extension et mise en conformité RFM du CHU de Brazzaville** » et a accepté l'offre de Titulaire du marché pour la réalisation des travaux et services connexes pour un montant, de **Treize millions quatre-vingt-douze mille cinq cent trente (13 492 530) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC)** (« ci-après désigné comme le « **Prix de la Lettre de marché** ») et dans le délai maximal de **60 jours**.

PUIS IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Les documents ci-après seront considérés comme faisant partie intégrante de la Lettre de marché :
 - (a) La Demande de cotation des prix envoyée à l'entrepreneur ;
 - (b) Le Bordereau Description Quantitatif et le Calendrier de livraison et ;
 - (c) Les Prescriptions techniques ;
 - (d) L'Offre de l'entrepreneur et les diverses correspondances de notifications ;
 - (e) Les Documents régissant le régime fiscal et douanier du marché.
2. Le présent Acte d'Engagement prévaudra sur toute autre pièce constitutive du Marché. En cas de différence entre les pièces constitutives du Marché, ces pièces prévaudront dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.
3. En contrepartie des règlements à effectuer par le Maître d'ouvrage au profit de l'Entrepreneur, comme indiqué ci-après, l'Entrepreneur convient de réaliser les travaux, et de remédier aux défauts et insuffisances de ces travaux conformément, à tous égards aux stipulations de la présente Lettre de marché.

4. Le Maître d'ouvrage convient de son côté de payer à l'Entrepreneur, au titre des travaux, et des rectifications apportées à leurs défauts et insuffisances, le Prix de la Lettre de marché, ou tout autre montant dû au titre de cette Lettre de marché, et ce, aux échéances et de la façon prescrites par le Marché.
5. EN FOI DE QUOI, les parties au présent Marché ont fait signer le présent document conformément aux lois en vigueur en République du Congo, les jours et années mentionnées ci-dessous.

Pour la société AIR LIQUIDE CONGO

Directeur Général

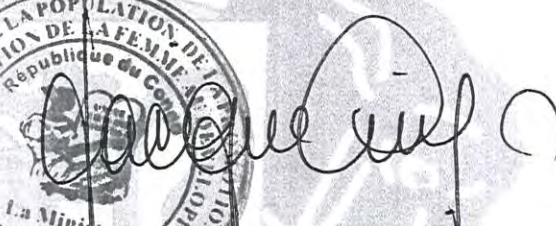


Regis Jean Marc MAYEN



Pour le Maître d'ouvrage,

La Ministre de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de L'Intégration de la Femme au Développement

Jacqueline Lydia MIKOLO.

Visa du Directeur Général du contrôle des Marchés Publics



Joël IKAMA NGATSE.

Pour le Ministre des Finances et du Budget en mission,

Le Ministre délégué auprès du Ministre des Finances et du Budget, chargé du Budget



Ludovic NGATSE.

Enregistré à l'ARMP, le

Sous le N° : 2021-0076



MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION,
DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE
L'INTEGRATION DE LA FEMME AU
DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès

CABINET

Brazzaville le, 01/08/2020

CELLULE DE GESTION
DES MARCHES PUBLICS

SECRETARIAT PERMANENT

N° 00109 /MSPPFIFD/CAB/CGMP-SP.20

La Personne Responsable des Marchés
Publics

A

Monsieur l'Administrateur
de La société **Air liquide**
-BRAZZAVILLE -

OBJET : Notification.

Monsieur l'Administrateur,

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de riposte à la pandémie de Coronavirus « Covid-19 », le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement prévoit :
« **L'extension RFM unité Covid-19 au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville (CHU-B)** ».

J'ai le plaisir de vous informer que votre société a été déclarée adjudicataire pour un montant de **treize millions quatre cent quatre-vingt-douze mille cinq cent trente (13 492 530) francs CFA, toutes taxes comprises (TTC)**.

Tout en vous présentant mes sincères félicitations, je vous prie de vous rapprocher de mes services pour la suite de la procédure.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Ministre,


Jacqueline Lydia MIKOLO.

Lettre de Cotation

Date : 17 NOV. 2020

Demande de Cotations N° : ED 03/MSPPFIFD/CGMP 2020

A

**Madame la Ministre de la santé, de la population, de la promotion
de la femme et de l'intégration de la femme au développement.**

Madame la Ministre,

Après avoir examiné le Dossier de Demande de Cotations dont nous vous accusons ici officiellement réception, nous, soussignés, offrons d'exécuter « **les travaux d'extension et mise en conformité RFM du CHU de Brazzaville** » conformément à la Demande de Cotation et pour la somme de **Treize millions quatre-vingt-douze mille cinq cent trente (13 492 530) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC)** ou autres montants énumérés au Bordereau Descriptif et Quantitatif ci-joint et qui fait partie de la présente cotation.

Nous nous engageons, si notre offre est acceptée, à exécuter les travaux selon les dispositions précisées dans le Bordereau Descriptif Quantitatif.

Nous nous engageons sur les termes de cette offre pour une période de 60 jours à compter de la date fixée pour la notification, telle que stipulée dans la Lettre de Demande de Cotations ; l'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période.

Jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé, la présente offre complétée par votre acceptation écrite et la notification d'attribution du marché, constituera un marché nous obligeant réciproquement.

Le Directeur Général,

 **Air Liquide**
creative oxygen
B.P.: 734 POINTE-NOIRE


Regis Jean Marc MAYEN.

Dûment autorisé à signer une offre pour et au nom de la société **AIR LIQUIDE
CONGO**

MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION, DE LA
PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'INTEGRATION DE
LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

.....
CABINET

.....
CELLULE DE GESTION DES MARCHES PUBLICS

.....
SECRETARIAT PERMANENT

N° 330 /MSPPFIFD/CAB/CGMP-SP.20 *J*

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

Brazzaville, le 14 MAI. 2020

La Personne responsable des marchés
Publics

A

Monsieur le Directeur Général de la
Société Air Liquide Congo
Brazzaville

Objet : Demande de Cotations
N°CFL002-MSPPFIFD/CGMP/2020 :
« Acquisition de matériels pour la
Prise en charge du Covid-19 »

Monsieur le Directeur Général,

Il est prévu dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de riposte à la pandémie de coronavirus COVID-19 « EXTENSION RFM unité COVID-19/CHU ».

A cet effet, vous trouverez ci-joint le bordereau descriptif quantitatif de ces équipements que je vous demande de bien vouloir chiffrer et me le retourner en **trois (3)** exemplaires dont **un (1)** original et **deux (2)** copies au plus tard le **08 juin 2020**. Le tout placé dans une enveloppe **scellée** adressée à la Cellule de gestion des marchés publics avec la mention : « Demande de Cotation n° CFL002-MSPPFIFD/CGMP/2020 pour EXTENSION RFM unité Covid-19/CHU ».

Votre offre devra être chiffrée **toutes taxes comprises (TTC)** et accompagnée du modèle de lettre de marché signé qui constituera le contrat au cas où votre offre serait retenue. Elle restera valable pendant **60 jours à compter de la date limite de dépôt des cotations susvisées**.

Ces fournitures seront livrées à **La centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé (CAMEPS), Zone industrielle de Mpila, BP 1156 Brazzaville, République du Congo** dans un délai maximum de **quarante-cinq (45) jours**, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes sentiments distingués.

La Ministre,

Jacqueline Lydia MIKOLO.

POINTE-NOIRE (Siège)
45, avenue Moussenongo
BP 734 - Pointe-Noire
Tél. : (242) 06 667.96.96 - 04 444.02.02

AGENCE DE BRAZZAVILLE
23, avenue Galleni - Mpila
BP 887 - Brazzaville
Tél. : (242) 04 444.93.08

<http://www.airliquide.com>

BORDEREAU DES PRIX

Bordereau des prix pour les fournitures

Date 26 juin 2020
AAO numéro : 0117/MFB/DGCMF DU 18 JUIN 2020

1	2	3	4	5	6
Article	Description	Date de livraison	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire DDP Francs CFA (HT)	Prix Total DDP Francs CFA (TTC)
35100006	Vannes & Prises		1	1 705 036	2 027 288
35100003	Signalisations, accessoires, Thyrauteries et raccords		1	3 010 702	3 579 725
35100002	MO, Déplacement et petites fournitures		1	6 632 058	7 885 518
			Prix total(TTC)	11 347 796 HT	13 492 530 TTC

DIRECTION GENERALE DU CONTRÔLE
DES MARCHES PUBLICS

Sise Tour ARC 4^e Etage

AUTORISATION SPECIALE
Régularisation

N° 0117 / MFB/DGCMP DU 18 JUIN 2020



LA DIRECTION GENERALE DU CONTRÔLE DES MARCHES PUBLICS

Vu le décret n° 2009-156 du 20 mai 2009 portant code des marchés publics en ses articles 71 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-159 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ;

Vu le décret n° 2011-843 du 31 décembre 2011 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2009-162 du 20 mai 2009 fixant les seuils de passation, de contrôle et d'approbation des marchés;

Vu l'arrêté n° 6151/MEFB-CAB du 11 août 2009 fixant les attributions et l'organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ;

Vu la requête N°0121/MSPPFIFD-CAB/CGMP-SP.20, introduite par la **Ministre de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement**, en date de 15 juin 2020, dont les motivations sont claires et fondées, en raison de l'urgence impérieuse motivée par des circonstances de force majeure, nécessitant une intervention immédiate,

AUTORISE

Le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement, en sa qualité de Maître d'ouvrage, à procéder par entente directe avec la société AIR LIQUIDE, pour la conclusion en régularisation du marché relatif à « l'extension RFM unité COVID -19 au centre hospitalier universitaire de Brazzaville CHUB », pour un montant de treize millions quatre cent quatre vingt douze mille cinq cent trente (13.492.530) Francs CFA.



Le Directeur Général

Joël IKAMA NGATSE

Commentaire général : dans la mesure où ce marché est un marché d'un montant de 13,5 Millions de F CFA, nous lui appliquerons le CCAG pour la passation de marchés de travaux d'un montant compris entre 50 et 200 millions de Francs CFA, ci-après le « CCAG Travaux allégé ».

Le présent CCAP fera dérogation au CCAG Travaux allégé et non au CCAG pour la passation de marchés de travaux, lequel s'applique à tous les travaux d'un montant supérieur à 200 millions de Francs CFA.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) précise le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux d'un montant compris entre 50 et 200 millions de Francs CFA. Lorsqu'il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG Travaux allégé tel que défini ci-dessus.

CCAG Parties	<p>Le « Maître d'ouvrage » désigne Le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement</p> <p>« L'Entrepreneur » désigne la société AIR LIQUIDE CONGO, sise 45 Avenue Moussenongo, BP 734, Quartier Industriel KM4, Pointe-Noire, Congo-Brazzaville, représentée par Monsieur Régis MAYEN, Directeur Général</p>
Art. 1 Objet du Marché	<p>Le présent Marché a pour objet l'exécution des travaux d'extension pour les réseaux de fluides médicaux (ci-après « RFM ») du centre hospitalier universitaire de Brazzaville (le « CHUB »).</p>
Art. 2 Définitions	<p>Le « Maître d'ouvrage » désigne Le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement</p> <p>« L'Entrepreneur » désigne la société AIR LIQUIDE CONGO, sise 45 Avenue Moussenongo, BP 734, Quartier Industriel KM4, Pointe-Noire, Congo-Brazzaville, représentée par Monsieur Régis MAYEN, Directeur Général</p>

Art. 3 Type de Marché	Le présent Marché est à prix global forfaitaire, ferme et non révisable.
Art. 4 Montant du Marché	Le montant du Marché est de treize millions quatre cent quatre vingt douze mille cinq cent trente francs CFA toutes taxes comprises (13.492.530 FCFA TTC).
Art. 6 Programme et Délai d'exécution	La date prévue pour la réception provisoire des travaux est fixée six (6) semaines à compter de la réception de l'Avance de Démarrage telle que définie ci-dessous à l'article 22 du présent CCAP.
Art. 14. Ordres de service	<p>Aux fins de <u>notification</u> l'adresse du Maître d'ouvrage sera :</p> <p>Attention de : Madame Jacqueline Lydia MIKOLO, Ministre de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement, Personne Responsable des Marchés Publics.</p> <p>Adresse :</p> <p>Siège du Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement 1^{er} étage, Cellule de Gestion des Marchés Publics Secrétariat permanent Sis allée du C haillu à côté de la Garnison centre-ville, Brazzaville, République du Congo</p> <p>Téléphone : (00242) 22 61 35 346</p> <p>L'adresse de l'Entrepreneur sera :</p> <p>Attention M. Régis Mayen, Directeur Général</p> <p>AIR LIQUIDE CONGO, 45 Avenue Moussenongo, BP 734, Quartier Industriel KM4, Pointe-Noire, Congo-Brazzaville, Téléphone : + 242 04 444 02 02 Courriel : regis.mayen@airliquide.com</p>
Art. 18 Visites de chantier	Les visites de chantier pour inspections et les essais seront réalisés au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville .

Art. 20 Retenue de garantie	Sans objet
Art. 22 Avance de démarrage	Une avance de démarrage des travaux est accordée à l'Entrepreneur à hauteur de 100% du montant du Marché.
Art. 23 Acomptes	Sans objet.
Art. 24 Domiciliation bancaire	La domiciliation bancaire de l'Entrepreneur est : Société Générale Congo Agence de Pointe Noire Avenue Charles de Gaulle Rond Point Kassai B.P. 818 IBAN : CG 39 30018 00200 00501718901 36 BIC – adresse SWIFT : SOGECGCG
Art. 25 Pénalités de retard	La pénalité de retard s'élèvera à : 0,5% par mois. Le montant maximum des pénalités de retard sera de dix (10) pourcent du montant du Marché.

Article 1: Objet du Marché

Le présent Marché a pour objet l'exécution des travaux : *[insérer une brève description des travaux et leur localisation]*

Article 2 : Définitions

Le terme « Maître d'Ouvrage » désigne le Maître d'ouvrage qui est

(Le cas échéant) Le Maître d'Ouvrage délégué est *[insérer]* qui représente le Maître d'Ouvrage dans ses droits et obligations, sauf stipulation contraire dans le Marché.

Le Maître d'Oeuvre: Le Maître d'Ouvrage notifiera à l'Entrepreneur avant le début des travaux, le bureau d'études superviseur des travaux qui sera le Maître d'Oeuvre. Il désignera également le contrôleur des travaux qui représentera le Maître d'Oeuvre sur le chantier. Le contrôleur des travaux assurera au nom du Maître d'Oeuvre les responsabilités du contrôle journalier technique et administratif des travaux.

L'Entrepreneur : Le terme Entrepreneur désigne l'Entreprise à qui est confiée la réalisation des travaux ci-dessus.

Article 3: Type de Marché

[OPTION : n'en retenir qu'une, en conformité avec celle retenue à l'article 4 des Instructions aux Candidats]

OPTION FORFAIT

Le présent Marché est à prix global forfaitaire, ferme et non révisable décomposé suivant le cadre du Devis estimatif faisant partie du Marché.

OU

OPTION PRIX UNITAIRES

Le présent Marché est à prix unitaires, fermes et non révisables, selon le Bordereau des Prix unitaires et le Devis estimatif faisant partie du Marché.

Article 4: Montant du Marché

Le montant du Marché est de [insérer le montant du Marché] **FCFA** et s'entend tous taxes et droits de douanes inclus. Les prix indiqués dans le Devis estimatif sont évalués en tenant compte du coût de revient de la main-d'oeuvre, y compris les charges sociales, du coût total des fournitures rendues sur le chantier, du coût de revient du matériel de chantier, y compris les provisions et amortissements ainsi que les frais d'installation du chantier, des frais généraux et divers de l'Entrepreneur, des sujétions d'exécution, des aléas et des bénéfices.

Une redevance de régulation est due par le Titulaire à l'Autorité de Régulation des Marchés publics. Le taux de la redevance de régulation des marchés publics est de 0,5 % du montant hors taxes du marché.

Article 5 : Démarrage des travaux

La notification du Marché vaut ordre de commencer les travaux

Article 6 : Programme et Délai d'exécution

L'Entrepreneur devra proposer au Maître d'Ouvrage le programme et un schéma d'organisation détaillés des travaux conformes à son offre objet du présent Marché. Le programme inclut obligatoirement la période de préparation du chantier fixée à 15 jours calendaires.

Le délai contractuel est fixé à [Nombre de jours ou mois] calendaires à compter de la date de notification du Marché.

La date prévue pour la réception provisoire des travaux est fixée au [date].

Article 7 : Documents

Il n'y a ni documents, ni d'objets spéciaux à mettre à la disposition de l'Entrepreneur autre que les documents du dossier d'appel d'offres correspondant au présent Marché et qui sont mis par le Maître d'Ouvrage à la disposition de l'Entrepreneur.

Article 8 : Plans et essais

En ce qui concerne les plans d'exécution, deux (2) cas de figure peuvent se présenter :

- a) Les plans d'exécution sont fournis par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Dans ce cas, tous les frais afférent au visa des plans par le bureau de contrôle sont à la charge du Maître d'Ouvrage.
- b) Les plans d'exécution ne sont pas fournis dans le DAO. Ce cas de figure ne concerne que les petits travaux ou ceux ne présentant pas de difficulté d'exécution. L'Entrepreneur est tenu de fournir tous les plans d'exécution pour examen et approbation par le Maître d'Oeuvre désigné par le Maître d'Ouvrage pour assurer le contrôle de l'exécution des travaux. L'élaboration des plans d'exécution et leur visa par un bureau de contrôle sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur ne pourra réclamer au Maître d'Ouvrage aucun frais supplémentaire pour la fourniture de ces plans. Ces plans concernent :

- * les plans de béton armé et de structure
- * les plans des lots techniques
- * tous les plans de détails permettant une bonne exécution des travaux.

Article 9 : Qualité des travaux

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes aux règles de l'art, exempts de toutes malfaçons et représenter toute la perfection voulue. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais de l'Entrepreneur. Il est expressément convenu que

le juge de la qualité est le Maître d'Oeuvre chargé du contrôle des travaux.

Article 10 : Sous-traitance

Le Maître d'Ouvrage peut autoriser l'Entrepreneur à sous-traiter l'exécution de certains travaux, objet du présent Marché, à concurrence de quarante (40) pourcent de son montant au plus. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra fournir au Maître d'Ouvrage, à l'appui de sa demande :

- * La nature des prestations faisant l'objet de la sous-traitance
- * Les références du sous-traitant
- * Le contrat de sous-traitance définissant les conditions d'exécution et de paiement.

La sous-traitance ne diminue en rien les obligations de l'Entrepreneur titulaire du Marché qui demeure responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de la totalité de l'exécution du présent Marché.

Si toutefois l'Entrepreneur sous-traite le Marché sans autorisation du Maître d'Ouvrage, ce dernier peut procéder à la résiliation du Marché et faire exécuter par un autre entrepreneur ou par régie, les prestations et travaux aux frais de l'Entrepreneur.

Article 11: Contrôle des travaux

Les travaux sont placés sous le contrôle d'un Maître d'Oeuvre désigné par le Maître d'Ouvrage. L'Entrepreneur doit déférer à tous les ordres écrits du Maître d'Oeuvre, à charge pour lui de formuler éventuellement ses réserves dans un délai de dix (10) jours au Maître d'Oeuvre.

Article 12 : Matériel, Matériaux et Contrôle technique

Tous les matériaux doivent être conformes aux Prescriptions Techniques. L'Entrepreneur est tenu de soumettre à l'approbation du Maître d'Oeuvre le matériel et les matériaux qu'il se propose d'utiliser pour exécuter les prestations objet du Marché. Malgré cette approbation,

l'Entrepreneur reste responsable du maintien en état de fonctionnement de son matériel et de la qualité des matériaux utilisés. L'Entrepreneur fera à ses frais tous les essais demandés par le Maître d'Oeuvre ou le Maître d'Ouvrage. Le matériel à mettre en place doit être conforme à celui indiqué dans l'offre de l'Entrepreneur.

Article 13 : Formulaire de suivi de chantier

L'Entrepreneur est tenu de remplir à temps et de manière exacte les formulaires de suivi de chantier qui lui seront remis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre.

Article 14 : Ordres de service

Le Maître d'Ouvrage et son Maître d'Oeuvre désigné sont seuls habilités à émettre des ordres de service à l'Entrepreneur, lesquels lui sont adressés par lettre recommandée avec accusé de réception, ou lui sont remis directement moyennant signature d'un reçu de notification. Les ordres de service à caractère financier ayant une incidence sur le montant du Marché ne peuvent être ordonnés que par le Maître d'Ouvrage.

Article 15 : Domicile de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur est tenu d'élire domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce domicile au Maître d'Ouvrage.

Article 16 : Signalisation du chantier

Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur est tenu de poser aux endroits indiqués par le Maître d'Ouvrage deux panneaux portant, lisibles à 50 m, les indications qui lui seront communiquées par le Maître d'Ouvrage. Tous les frais entraînés par l'exécution des prescriptions du présent article sont à la charge de l'Entrepreneur. Les panneaux devront être approuvés par le Maître d'Ouvrage ou le maître d'oeuvre.

Article 17 : Installations de chantier

Les emplacements pour les installations de chantier devront être approuvés par l'Autorité administrative compétente. Dans tous les cas, l'Entrepreneur a, à sa charge, l'aménagement des emplacements mis à sa disposition et, en fin de travaux, leur remise en l'état tels qu'ils ont été pris.

Article 18 : Visites de chantier

Les visites hebdomadaires de chantier organisées entre l'Entrepreneur, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre désigné se tiennent sur le chantier. Les visites feront l'objet d'un procès-verbal. Ces visites n'excluent pas la tenue de réunion sur demande du Maître d'oeuvre ou du Maître d'Ouvrage. L'Entrepreneur est tenu d'assister à ces réunions aux heures et dates indiquées qui lui seront communiquées par le Maître d'oeuvre.

Article 19 : Réception provisoire

L'Entrepreneur avise le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage deux (2) jours ouvrables francs à l'avance de la date à laquelle les travaux seront achevés. Le Maître d'Oeuvre convoque alors l'Entrepreneur aux opérations de réception qui doivent avoir lieu dans les meilleurs délais. [Il peut être prononcé des réceptions partielles (*supprimer s'il n'est pas prévu de réception partielle*). Dans ce cas un procès-verbal de réception partielle sera établi par le Maître d'Ouvrage.]

Les vérifications portent sur :

- La constatation de l'achèvement ou de l'inexécution partielle des travaux;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons.

La Commission de réception mise en place par le Maître d'Ouvrage établit un procès-verbal signé par ses membres et par l'Entrepreneur. En cas de refus par l'Entrepreneur de signer, mention en est faite au procès-verbal. Au vu de ce procès-verbal, le représentant du Maître d'Ouvrage décide soit de prononcer la réception des travaux, soit la réception avec réserves et notifie sa décision à l'Entrepreneur lui enjoignant d'exécuter

ou d'achever les travaux omis ou incomplets et de remédier aux imperfections et malfaçons constatées dans un délai fixé. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage est en droit de faire exécuter les travaux mentionnés au procès-verbal de réception provisoire par une entreprise de son choix aux frais et risques de l'Entrepreneur.

Article 20 : Retenue de garantie

Une retenue de garantie garantissant l'exécution fidèle du Marché, n'excédant pas cinq pour cent (5%) du montant initial du Marché devra être constitué par l'Entrepreneur auprès du Maître d'Ouvrage par prélèvement sur chaque décompte de travaux. Cette retenue de garantie sera libérée à la réception définitive des travaux, ou après la réception provisoire des travaux, sur présentation d'un cautionnement bancaire d'un montant équivalent, conformément au modèle joint en annexe.

Article 21 : Délai de garantie et réception définitive

Le délai de garantie est de [douze (12)] mois et commence à partir de la date de réception provisoire globale prononcée sans réserve. Pendant ce délai, l'Entrepreneur est mis en demeure par le Maître d'Ouvrage d'exécuter les travaux qui lui incombent au titre de la garantie. En cas de refus ou d'inexécution, le Maître d'Ouvrage est en droit de recourir à l'exécution d'office des travaux restants à faire par une autre entreprise et de prélever sur la retenue de garantie de l'Entrepreneur, les sommes nécessaires au remboursement des dépenses engagées.

La réception définitive est prononcée à la fin du délai de garantie par un procès-verbal notifié à l'Entrepreneur. Le Maître d'Ouvrage établit alors la main levée de la retenue de garantie sous réserve de l'exécution des travaux qui incombent à l'Entrepreneur au titre de la garantie.

Article 22 : Avance de démarrage

Une avance de démarrage des travaux peut être accordée à l'Entrepreneur après la signature du Marché sur la base d'un pourcentage de [30%] du montant du Marché et cautionnée à 100% par une banque ou un établissement financier agréé par le Ministre chargé des finances.

Le remboursement de l'avance au démarrage s'effectue au prorata des décomptes de travaux présentés et acceptés par le Maître d'Ouvrage. Des main-levées partielles pourront être effectuées par le Maître d'Ouvrage au fur et à mesure du remboursement de l'avance par l'Entrepreneur.

Article 23 : Acomptes

Si le Marché prévoit un délai d'exécution supérieur à trois mois, des acomptes seront versés [mensuellement] à l'Entrepreneur sur la base de situations de travaux où apparaîtront clairement le montant des travaux réalisés dans le mois considéré ainsi que le montant cumulé des travaux réalisés au dernier jour de ce mois.

[OPTION : n'en retenir qu'une, en conformité avec celle retenue à l'article 3 ci-dessus].

[OPTION FORFAIT

Ces montants de travaux seront calculés sur la base de la décomposition du prix forfaitaire figurant au Devis estimatif.

OU

[OPTION PRIX UNITAIRES

Ces montants de travaux seront calculés sur la base des prix unitaires du Bordereau de Prix unitaires et calculés par référence au cadre du devis estimatif, par application des quantités réellement exécutées.]

Les paiements ont lieu par les soins du comptable du Maître d'Ouvrage sur présentation de décomptes visés par le Maître d'Oeuvre et accompagnés des situations de travaux certifiés par le Maître d'oeuvre. Le délai de paiement ne peut excéder quarante-cinq (45) jours à compter de l'acceptation du décompte mensuel de l'Entrepreneur par le Maître d'Ouvrage.

Les décomptes de situations présentés par l'Entrepreneur devront être accompagnés, si le Maître d'Ouvrage en fait la demande, d'un état récapitulatif de la situation du personnel et de leurs salaires, ainsi que

des fiches de suivi de chantier directement approuvés par le Maître d'Oeuvre.

Article 24 : Domiciliation bancaire

Après vérification des décomptes de situation de travaux de l'Entrepreneur certifiés par le Maître d'Oeuvre, le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues en créditant le compte N° _____ appartenant à l'Entrepreneur.

Article 25 : Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport aux délais fixés dans le Marché, l'Entrepreneur est passible d'une pénalité de 1/1000ème par jour de retard sur le montant des travaux ordonnés. Les pénalités de retards sont plafonnées à 10% du Marché. Dans le cas où le montant total des pénalités atteint 10% du montant des travaux, le Maître d'Ouvrage pourra procéder à la résiliation d'office du présent Marché.

Article 26 : Modification de la consistance des travaux

Le Maître d'Ouvrage peut apporter des modifications aux travaux par des augmentations ou des diminutions dûment notifiées à l'Entrepreneur par ordre de service, auquel cas, le prix du Marché est révisé en conséquence comme suit.

[OPTION : n'en retenir qu'une, en conformité avec celle retenue à l'article 3 ci - avant]

[OPTION FORFAIT

Le prix des travaux en plus ou en moins sera calculé sur la base de la décomposition du prix forfaitaire.]

OU

[OPTION PRIX UNITAIRES

Le prix des travaux en plus ou en moins sera calculé sur la base des prix unitaires du Bordereau de Prix unitaires. En même temps, le délai est révisé en conséquence.]

Article 27 : Résiliation du Marché

Le Marché peut faire l'objet d'une résiliation total'ou partielle à l'initiative du Maître d'Ouvrage en cas de manquement grave du titulaire à ses obligations, notamment

- (a) refus ou négligence de l'Entrepreneur de fournir suffisamment de personnels conformément à son schéma d'organisation et à la liste du personnel joints à sa soumission;
- (b) refus ou négligence de l'Entrepreneur de fournir le matériel de qualité nécessaire pour l'exécution prévue des travaux;
- (c) refus ou négligence de l'Entrepreneur d'utiliser les matériaux prévus par le Marché;
- (d) inobservation des lois et règlements en vigueur, ou des instructions du Maître d'Oeuvre ;
- (e) retard de plus de 30 jours calendaires observé dans le démarrage des travaux.;
- (f) abandon injustifié du chantier par l'Entrepreneur ;

sauf stipulations contraires, le Maître d'Ouvrage ne peut prononcer la résiliation pour manquement du titulaire à ses obligations qu'après mise en demeure préalable de mise en conformité avec les termes du Marché adressée à l'Entrepreneur par le Maître d'Ouvrage 14 jours au minimum avant la date de résiliation, cette mise en demeure étant restée sans effet.

Le Marché est résilié de plein droit sans indemnité :

- a) en cas de décès de l'Entrepreneur personne physique, si le Maître d'Ouvrage n'accepte pas les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux ;

- b) en cas de faillite, si le Maître d'Ouvrage n'accepte pas, dans l'éventualité où le syndic aurait été autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de l'entreprise, les offres qui peuvent être faites par ledit syndic pour la continuation ;
- c) en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire, si l'Entrepreneur n'est pas autorisé à continuer l'exploitation de son entreprise.

Dans les cas mentionnés aux paragraphes b) et c) ci-dessus, les mesures conservatoires ou de sécurité dont l'urgence apparaît, en attendant une décision définitive du tribunal, sont prises d'office et mises à la charge de l'Entrepreneur.

Article 28 : Personnel d'encadrement

L'entrepreneur doit employer le personnel d'encadrement (conducteur de travaux) indiqué dans son offre et agréé par le Maître d'Oeuvre. La présence du personnel d'encadrement est requise en tout temps sur le chantier durant l'exécution des travaux.

Article 29 : Cas d'urgence

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'interrompre le Marché des travaux chaque fois qu'à son avis une telle interruption est nécessaire pour la sécurité des personnes, de l'ouvrage ou des propriétés avoisinantes.

Article 30 : Hygiène, Sécurité, et protection de l'environnement

L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité, et de protection de l'environnement en vigueur. Il prendra en tous temps et à ses propres frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection et la sécurité de toutes les personnes présentes sur le chantier et appliquera tous les règlements et instructions que le Maître d'Ouvrage ou son Maître d'Oeuvre pourra exiger en cette matière. L'entrepreneur prendra à ses frais toutes les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour assurer la circulation routière.

Il est tenu d'exécuter les travaux objet du présent Marché en respectant les mesures de protection de l'environnement requises par la réglementation en vigueur ou prescrites dans les Prescriptions techniques ou les plans.

Article 31 : Main d'oeuvre

L'entrepreneur est soumis pour l'emploi de la main d'oeuvre à la législation du travail en vigueur et en particulier à la Convention Collective dans le secteur des BTP.

Article 32 : Travaux à proximité du chantier

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas opposer de réclamation ou de demandes d'indemnités pour la gêne ou le retard que l'exécution de travaux simultanés à proximité du chantier pourrait lui causer.

Article 33 : Intempéries

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas opposer de réclamation ou de demandes d'indemnités pour la gêne ou le retard occasionné par les intempéries, telle que la pluie.

Article 34 : Responsabilités

L'entrepreneur sera responsable envers le Maître d'Ouvrage lors de l'exécution des travaux de tous les dégâts, dommages et accidents de quelque nature que ce soit, causés aux tiers par son personnel, le matériel de l'entrepreneur, ou du fait des travaux.

Il devra contacter une assurance « Responsabilité Civile » de chef d'entreprise. Cette assurance devra préciser que les personnels du Maître d'Ouvrage, et du Maître d'Ouvre des travaux seront considérés comme des tiers. L'entrepreneur devra remettre au Maître d'Ouvrage un exemplaire des polices souscrites avant tout commencement des travaux. Par ailleurs, il est tenu chaque fois qu'il en est besoin de présenter la justification du paiement régulier des primes.

Responsabilité décennale (en cas de constructions neuves)

L'entrepreneur sera responsable envers le Maître d'Ouvrage de tout désordre constaté dans l'ouvrage pendant un délai de dix ans, sans exception ni réserve quelles que soient l'origine, l'importance ou la nature de ces désordres. L'entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais une police d'assurance décennale.

Article 35 : Sauvegarde des édifices

L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger les édifices et leurs abords. En particulier, il doit veiller à ce qu'il n'y ait pas de dégâts sur les ouvrages et matériels. En cas de dommages causés par son personnel ou son matériel, l'entrepreneur aura à sa charge la réparation des ouvrages endommagés.

Article 36 : Règlements des différends

Le Maître d'Ouvrage et l'entrepreneur feront tout leur possible pour régler à l'amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout différend entre eux ou en rapport avec le Marché.

Le Maître d'Ouvrage et l'entrepreneur pourront recourir au Comité de Règlement des Différends placé auprès de l'organe chargé de la Régulation des Marchés publics. Ce recours n'aura pas d'effet suspensif de l'exécution du Marché.

Si aucune solution à l'amiable n'est trouvée, le différend sera soumis aux tribunaux compétents.

Article 37 : Documents contractuels

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont l'entrepreneur assure avoir pris connaissance, constitue un tout définissant les conditions du Marché :

- Le présent CCA,

- **[OPTION : n'en retenir qu'une, en conformité avec l'article 3]**

OPTION FORFAIT

La décomposition du prix forfaitaire suivant le cadre du Devis estimatif.

OU OPTION PRIX UNITAIRES

Le Bordereau des Prix unitaires et le devis estimatif.

- Le cahier des Prescriptions Techniques et les plans.

Article 38: Pièces à délivrer à l'entrepreneur en cas de nantissement du marché.

Le Maître d'Ouvrage délivrera sans frais, à l'entrepreneur, les pièces qui lui seront nécessaires pour le nantissement de ses créances.

POINTE-NOIRE (Siège)
45, avenue Moussononga
BP 734 - Pointe Noire
Tél. : (+242) 06 667.96.96 - 04 444.02.02

AGENCE DE BRAZZAVILLE
23, avenue Gallieni - Mpila
BP 887 - Brazzaville
Tél. : (+242) 04 444.93.08

<http://www.airliquide.com>

RÉCAPITULATIF



RECAPITULATIF

Total Hors Taxes (HT)	11 347 796
TVA18%	2 042 603
CA 5%	102 130
TTC	13 492 530
DGCMP 0,5% HT	56 739
ARMP 0,5% HT	56 739
Suivi administratif 3% HT	340 434
Mission de contrôle 3% HT	340 434



POINTE-NOIRE (Siege)
45, avenue Moussoungou
BP 734 - Pointe-Noire
Tél. : (242) 06 667.96.96 / 04 444.02.02

AGENCE DE BRAZZAVILLE
23, avenue Gallieni - Mpila
BP 887 - Brazzaville
Tél. : (242) 04 444.93.08

<http://www.airliquide.com>

DOSSIER FISCAL

AIR LIQUIDE CONGO - SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 396 000 000 F.CFA
R.C.M/CG/PNR/09 B 888 - NIU M2006110000101073

Comptes Bancaires : BCI PNR 0500120 9990/38 - BCI EZV 05001027030/12 - CDCO. PNR 10 100 304 4 300 100



DIRECTION GÉNÉRALE
DES IMPÔTS

DIRECTION DE LA PRÉVISION
ET DE L'INFORMATIQUE

CÉLLEULE D'IDENTIFICATION UNIQUE

N° : AT2006110000738/MEFB/DGI/CIU/2006

ATTESTATION D'IMMATRICULATION

Le Directeur Général des Impôts soussigné, atteste que :

Raison Sociale : **SOCIETE CONGOLAISE DE GAZ INDUSTRIEL (AIR LIQUIDE)**
Sigle : **S.C.G.I.**
Date de création : 1 Janvier 1956 Lieu : POINTE - NOIRE
Sis n° : 04, Rue Moutou Liéno, Quartier Cq 102 Km 4; Arrondissement E.P. Lumumba; Commune Pointe Noire; Département Kouilou;
Forme juridique : Société anonyme
Registre de commerce n° : 04-M-575
Activité : Fabrication d'autres produits chimiques de base; gaz industriel
Résidence Fiscale : 91 UGE POINTE-NOIRE

est immatriculé(e) sous le numéro : **M2006110000101073**

En foi de quoi, la présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit./-

Fait à Brazzaville, le 26 Avril 2006

Le Directeur Général des Impôts



[Handwritten mark]

012P 062020001344

Timbre à date réception
Date

N°

A remplir par tous les contribuables
soumis au régime du réel et au régime
dérogatoire à l'impôt sur les sociétés
forfaitaire
ANNEE 2010
(à déposer avant le 20 février)

DECLARATION DE LA CONTRIBUTION DE LA PATENTE

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

17 Juin 2010

Nom et prénoms : AIR LINDIE CONGO AIR NIU
 Dénomination de l'entreprise : AIR LINDIE CONGO SA
 code de l'établissement : 11111111111111111111
 Rue/AV/Bvd : WASSENONGO n° 45 TÉL : 01 20 20 20 20 B.P. : 734
 Localité : Pointe Noire

II. RENSEIGNEMENTS DE CHAQUE ENTITE FISCALE

N°	DEMANDES	ENTITE FISCALE PRINCIPALE	AUTRES ENTITES FISCALES OU AUTRES AGENCES (a)
1	Désignation ou enseigne	<u>AIR LINDIE CONGO</u>	
2	Adresse	<u>45 AV WASSENONGO</u>	
3	Date du début d'activités si elle remonte à moins d'un an		
4	Nature d'activité	<u>Fabrication et vente gas industrielle</u>	
5	Nombre de personnes employées	<u>52</u>	
6	Désignation du propriétaire de l'immeuble	<u>COIFFERIE</u>	
7	Valeur locative des locaux professionnels (c)	<u>7500 000</u>	
8	Chiffre d'affaires hors taxe arrêté au 31 décembre de l'année précédente	<u>400 000 000</u>	
9	Ensemble des dépenses au Congo		
10	Valeur prévisionnelle contenue dans les contrats de prestation de service		
11	Montant principal de la patente	<u>5 936 508</u>	
12	Montant des centimes additionnels		
13	Total des droits dus	<u>5 936 508</u>	

(a) Entité fiscale et autres agences situées hors de la localité de l'entité principale.
 (b) Toutes les personnes qui apportent un concours effectif aux activités de l'entité fiscale.
 (c) si vous êtes locataire, indiquez le montant du loyer actuel, si vous êtes propriétaire, estimez le montant du loyer.
 (d) il s'agit du chiffre d'affaires provisoire arrêté au 31 décembre de l'année précédente.
 (e) La valeur prévisionnelle ou la valeur administrative concerne les sociétés visées par les dispositions des articles 126 ter et suivants du CGI tome I qui sont en début d'exercice et n'ont pas de chiffre d'affaires.

A Pointe Noire le 17 Juin 2010
AIR LINDIE CONGO
 Le déclarant
 (Signature et cachet)
 WASSENONGO - POINTE-NOIRE

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
ET DES DOMAINES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES IMPÔTS
ET DES DOMAINES DU KOUILOU

SERVICE DE LA FISCALITÉ

N° 0236 /MFB/DGID/DDIDK-SF

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

Numéro 20190236

NIU : M2006110000101073

CERTIFICAT DE MORALITÉ FISCALE

Articles 14, 15, 16, et 17 de la loi n°41/79 du 18/12/1979

Modifiés par la loi 005 du 10/03/1992

Le Directeur Départemental des Impôts et des Domaines du Kouilou, soussigné, certifie que :

Nom et Prénom ou Raison sociale : **SOCIETE CONGOLAISE DE GAZ INDUSTRIEL (AIR LIQUIDE)**

Exerçant la Profession : **Fabrication & vente de gaz industriel**

Régime Fiscal : **Réel**

A acquitté pour son établissement ou son principal établissement sis : **Zone Industrielle KM4**

Lieu d'Exercice de l'Activité : **Pointe-Noire.**

La patente de l'année **2018** et les autres impôts directs et indirects de l'année **2017**

Le présent Certificat de Moralité Fiscale est valable jusqu'au **31 Décembre 2018** et confère à :
SOCIETE CONGOLAISE DE GAZ INDUSTRIEL (AIR LIQUIDE)

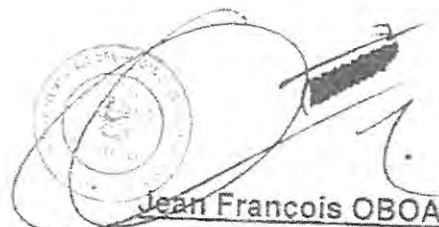
Le droit de soumissionner aux marchés de l'Etat ;

- la possibilité de bénéficier des crédits bancaires ;
- le droit du règlement par l'Etat et les autres entreprises d'Etat de ses créances ;
- le droit d'exercer une activité commerciale industrielle artisanale ou non commerciale ;
- le droit d'obtenir la qualité d'importateur ou d'exportateur ;
- le droit d'exciper de sa qualité de contribuable.

Visa et Cachet des services du Trésor.

Fait à Pointe- Noire, le **16** OCT 2019




Jean Francois OBOA

Rayer la ou les mentions inutiles



COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE
DE POINTE-NOIRE

GREFFE COMMERCIAL

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité*Travail*Progrès

CERTIFICAT DE NON FAILLITE

*Le Greffier en chef du Tribunal
de Commerce de Pointe-Noire*

Vu la demande formulée en date à Pointe-Noire du 22 Juin 2020 par Monsieur MAYEN Régis, Jean, Marc domicilié à Pointe-Noire, République du Congo, Directeur Général de la Société AIR LIQUIDE S.A., sise à au Quartier Industriel KM4, BP 734, tendant à l'obtention d'un certificat de non faillite ;

Certifie par les présentes que vérification faite en nos registres, ladite société régulièrement immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CG/PNR/09 B 888(Ancien n° 01 B 575) en date à Pointe-Noire de l'année 2001, n'a jamais fait l'objet d'une quelconque faillite à ce jour ;

En foi de quoi, le présent Certificat a été établi, signé, revêtu de notre sceau et délivré à la demande de Monsieur MAYEN Régis, Jean, Marc Directeur Général, pour servir et valoir ce que de droit. /-

Fait à Pointe-Noire, le 22 Juin 2020

LE GREFFIER EN CHEF



Maitre Oscar A Zala
Greffier en Chef

A



REPUBLIQUE DU CONGO

PRIMATURE

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

CERTIFICAT DE NON EXCLUSION AUX MARCHES PUBLICS

N° E0072/PM/ARMP/CR/DG/2020

Nous soussigné, Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, certifions en vertu des dispositions de l'article 53 alinéa 1/f du décret n°2009-156 du 20 mai 2009 portant code des marchés publics que l'entreprise :

SOCIETE AIR LIQUIDE

103, rue Ngalieni, Mpila, Brazzaville

Tél : (242) 04 444 93 02/05 530 01 13

Enregistrée à l'Autorité de régulation des marchés publics sous le n° : 0072/2020

ne figure pas sur la liste des personnes physiques et morales exclues à titre provisoire ou définitive de toute participation aux marchés publics et délégations de service public.

Toutefois, ce certificat peut être remis en cause dans les cas avérés de violation à la réglementation des marchés publics et délégations de service public.

Ce certificat est valable pour une durée d'un an à compter de sa date de délivrance

Fait à Brazzaville, le

David-Martin OBAMI

CAISSE NATIONALE
DE
SECURITE SOCIALE

REPUBLIQUE DU CONGO
UNITE * TRAVAIL * PROGRES

Direction Départementale
du Kouilou

B.P. 762

cnssddkpn@gmail.com

Tél. : 06.971.81.55

N° 000185/19

V/Réf. :

N/Réf. : HANM/ DDK/PN/JK

Objet :


QUITUS

La Directrice Départementale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) soussignée, atteste que **La SOCIETE AIR LIQUIDE CONGO** Pointe-Noire, immatriculée sous le n° **11012351/32**, s'est acquittée régulièrement de ses cotisations sociales pour la période de **Janvier à Novembre 2019**, pour le compte de **soixante-cinq (65) salariés**.

Le présent **QUITUS** est valable jusqu'au 31 Décembre 2019

En foi de quoi, il est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Pointe-Noire, le 18 Décembre 2019


Hervée AMBETO née NIAMBI MEKOYO.-

N° 011352



EXTRAIT DU REGISTRE DU COMMERCE ET DU CREDIT MOBILIER

IMMATRICULATION PRINCIPALE AU RCCM EN DATE DU 2001

N° DE REGISTRE DU COMMERCE

RCCM POINTE-NOIRE N° RCCM CG PNR 09 B 888 (Ancien n° 01 B 575)

RAISON SOCIALE OU DENOMINATION

"AIR LIQUIDE CONGO" SA

SIGLE

NEANT

NOM COMMERCIAL

"AIR LIQUIDE CONGO" SA

FORME ET CAPITAL

SOCIETE ANONYME

AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU CAPITAL DE 590 000 000 (FCF)

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

B.P. 734 Quartier Industriel KM4 Pointe-Noire - CONGO

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

---Président du Conseil d'Administration

Administrateur

NOM PATRONYMIQUE Mr MARTINEZ

PRENOM(S) Philippe Jean Paul

Pointe-Noire - CONGO

NATIONALITE FRANCAISE

NE(E) LE 21 08 1969 A Bron PAYS DE NAISSANCE FRANCE

--Président directeur général

NOM PATRONYMIQUE MR MORISSEAU

PRENOM(S) Olivier

B.P. 734 Pointe-Noire - CONGO

NATIONALITE FRANCAISE

NE(E) LE 10 05 1951 A Boulogne - Bilancourt PAYS DE NAISSANCE FRANCE

---Directeur général

NOM PATRONYMIQUE Mr MAYEN

PRENOM(S) Régis, Jean Marc

Pointe-Noire - CONGO

NATIONALITE FRANCAISE

NE(E) LE 29 12 1968 A Avignon PAYS DE NAISSANCE FRANCE

---Directeur général adjoint

NOM PATRONYMIQUE Mr ANO

PRENOM(S) Adou Kouate

B.P. 734 Pointe-Noire - CONGO

NATIONALITE IVOIRIENNE

NE(E) LE 15 04 1961 A Abengourou PAYS DE NAISSANCE COTE D'IVOIRE

---Administrateur

NOM PATRONYMIQUE MR METTEN

PRENOM(S) Paul

B.P. 734 Pointe-Noire - CONGO

NATIONALITE DES ANTILLES NBERLANDAISES

NE(E) LE 02 05 1969 A Willem PAYS DE NAISSANCE ANTIILLES NBERLANDAISES

---Administrateur

NOM PATRONYMIQUE Mme RAMBOLAMANANA

PRENOM(S) Annelie

B.P. 734 Pointe-Noire - CONGO

NATIONALITE MALGACHE



NOM EN 0 PAYS DE NAISSANCE CONGO

--- Administrateur

NOM PATRONYMIQUE MR NEATE
 PRENOM(S) David John
 BP 724 Pointe-Noire - CONGO
 NATIONALITE AFRICAINE (SUD)
 NLE(L) LE 14 02 1971 A GBD PAYS DE NAISSANCE AFRIQUE DO SI D

--- Administrateur

NOM PATRONYMIQUE Mr RIPART
 PRENOM(S) Jean Baptiste Marie Dominique Hervé
 Pointe-Noire - CONGO
 NATIONALITE FRANCAISE
 NLE(L) LE 13 03 1963 A Casablanca PAYS DE NAISSANCE MAROC

--- Administrateur

NOM PATRONYMIQUE Mr DUFOUR
 PRENOM(S) Alexandre Marie-Dominique Laurent
 B.P. 734 Pointe-Noire - CONGO
 NATIONALITE FRANCAISE
 NLE(L) LE 14 12 1975 A Tassin-La-Demi-Lune PAYS DE NAISSANCE FRANCE

--- Commissaire aux comptes titulaire

CABINET ERNST & YOUNG
 Avenue Paul DOT MER, Immeuble CFAO 2eme etage B.P. 84 - Mada Brazzaville - CONGO

--- Commissaire aux comptes suppléant

NOM PATRONYMIQUE MR NGATSI
 PRENOM(S) Ludovic
 Pointe-Noire - CONGO
 NATIONALITE CONGOLAISE
 NLE(L) LE 16 03 1968 A Ngania PAYS DE NAISSANCE CONGO

ORIGINE DU FONDS

Harmonisation
 Montant 296 000 000 000 XAF

ACTIVITE EXERCEE

La fabrication, l'achat, la vente et l'exploitation, sous toutes leurs formes, de tous les gaz industriels, notamment de l'oxygène, de l'acétylène, de l'acide carbonique, de l'argon et de l'ammoniac, ainsi que de tous gaz médicaux ; l'étude, l'achat, la vente et l'exploitation de tous brevets quelconques inventions ou procédés se rattachant directement ou indirectement au commerce et à l'industrie desdits gaz ou à leur utilisation, ainsi qu'au soudage électrique sous toutes ses formes ; etc

ENSEIGNE

NEANT

ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT

Quartier Industriel KM4 Pointe-Noire - CONGO

DATE DE COMMENCEMENT DE L'EXPLOITATION

2001

PROPRIETAIRE - EXPLOITANT PRECEDENT

NEANT

TITRE ET DATE DU JOURNAL D'ANNONCES LEGALES

NEANT

LIEU DE DOMICILE POUR LES OPPOSITIONS

NEANT

OBJET SOCIAL

La fabrication, l'achat, la vente et l'exploitation, sous toutes leurs formes, de tous les gaz industriels, notamment de l'oxygène, de l'acétylène, de l'acide carbonique, de l'argon et de l'ammoniac, ainsi que de tous gaz médicaux ; l'étude, l'achat, la vente et l'exploitation de tous brevets quelconques inventions ou procédés se rattachant directement ou indirectement au commerce et à l'industrie desdits gaz ou à leur utilisation, ainsi qu'au soudage électrique sous toutes ses formes ; etc



DURÉE DE LA SOCIÉTÉ
49 ANS DE 1969 A 2019

DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE SOCIAL 31 12

DATE ET N° DE DÉPÔT DE L'ACTE AU GREFFE NEANT
LIEU ET DATE DU JOURNAL D'ANNONCES LEGALES NEANT

MODE D'EXPLOITATION DU FONDS

Exploitation directe

ANNEXES

--- MODIFICATIVE DU 22 04 2009 N° M2 09 - 853
NOMINATION OU MODIFICATION DE DIRIGEANT(S) - ART 15-10B
MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 15 03 2009 PARTANT BARATTE
Bertrand, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT NOUVEAU BOURGEOIS Marc, Henri, Jacques Marie, Domin, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
DATE D'EFFET 15 03 2009

--- MODIFICATIVE DU 19 11 2009 N° M2 09 - 2108
NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL
MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 23 06 2009 NOUVEAU LAROUSSIE
Alain, ADMINISTRATEUR
NOUVEAU BARATTE Bertrand François, DIRECTEUR GENERAL
DATE D'EFFET 23 06 2009

--- MODIFICATIVE DU 21 11 2011 N° M2 11 - 2255
NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR
CHANGEMENT DE DENOMINATION A COMPTER DU 01 06 2011 ANCIENNE SOCIÉTÉ CONGOLAISE DE GAZ INDUSTRIELS NOUVELLE
"AIR LIQUIDE CONGO"
MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 01 06 2011 NOUVEAU
LANGELLIER Laurent, ADMINISTRATEUR NOUVEAU CABINET ERNST & YOUNG COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE
NOUVEAU NGATSI Ludovic, COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLANT
DATE D'EFFET 01 06 2011

--- MODIFICATIVE DU 25 11 2011 N° M2 11 - 2289
CHANGEMENT DE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 01 06 2011 PARTANT LAROUSSIE
Alain, PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION CHANGEMENT DE QUALITE LANGELLIER Laurent, ADMINISTRATEUR DEVIENT
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DATE D'EFFET 01 06 2011

--- MODIFICATIVE DU 20 08 2012 N° M2 12 - 1263
NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL
MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 22 02 2012 PARTANT
BOURGEOIS Marc, Henri Jacques Marie, Domin, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT NOUVEAU MBENGUI Matick, DIRECTEUR GENERAL
ADJOINT
DATE D'EFFET 22 02 2012

--- MODIFICATIVE DU 30 01 2015 N° M2 15 - 251
Renouvellement du mandat des administrateurs
MODIFICATION DES PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 28 06 2012 RENOUVELLEMENT DE MANDAT
D'UN ADMINISTRATEUR - MR Samson SAIZONOU, ADMINISTRATEUR
DATE D'EFFET 28 06 2012

--- MODIFICATIVE DU 30 01 2015 N° M2 15 - 252
Renouvellement du mandat des administrateurs
MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 20 05 2013 NOUVEAU
RAMBOLAMANANA Annis, ADMINISTRATEUR, RENOUVELLEMENT DE MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR - MR Laurent LANGELLIER
ADMINISTRATEUR
DATE D'EFFET 20 05 2013

--- MODIFICATIVE DU 30 01 2015 N° M2 15 - 253
NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR
MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 17 08 2012 NOUVEAU VAN
VI REN Annis, ADMINISTRATEUR
DATE D'EFFET 17 08 2012



TELECOMBOUTOUVAZI No 00001002 PNR 00 P 883 (Annexe 01 B 275)

--- MODIFICATIVE DU 03 02 2013 No M2 - 15 - 160
 NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL
 MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 17 05 2012 PARTANT PARATIE
 Germain-François DIRECTEUR GENERAL PARTANT ABENG BEMBA DIRECTEUR GENERAL ADJOINT CHANGEMENT DE QUALITE
 VAN VULUREN Antoine ADMINISTRATEUR DEVIENT DIRECTEUR GENERAL
 DATE D'EFFET 17 05 2012

--- MODIFICATIVE DU 29 06 2014 No M2 - 15 - 1643
 Renouvellement du mandat des administrateurs
 MODIFICATION DES PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 11 05 2014 RENOUVELLEMENT DU MANDAT
 D'UN ADMINISTRATEUR MME VAN VULUREN Angèle ADMINISTRATEUR
 DATE D'EFFET 11 05 2014

--- MODIFICATIVE DU 27 06 2015 No M2 - 15 - 1644
 NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL
 MODIFICATION RELATIVE A X PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 11 09 2014 NOUVEAU CHARTER
 L'ing. DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
 DATE D'EFFET 01 09 2014

--- MODIFICATIVE DU 29 06 2015 No M2 - 15 - 1645
 DEMISSION D'UN ADMINISTRATEUR
 MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 01 10 2014 PARTANT VAN
 VUREN Angèle, DIRECTEUR GENERAL
 DATE D'EFFET 01 10 2014

--- MODIFICATIVE DU 29 06 2015 No M2 - 15 - 1646
 NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR
 MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 27 10 2014 NOUVEAU
 FINDELING Antoine, ADMINISTRATEUR
 DATE D'EFFET 27 10 2014

--- MODIFICATIVE DU 29 06 2015 No M2 - 15 - 1647
 NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL
 MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTES ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 27 10 2014 CHANGEMENT DE
 QUALITE FINDELING Antoine ADMINISTRATEUR DEVIENT DIRECTEUR GENERAL
 DATE D'EFFET 27 10 2014

--- MODIFICATIVE DU 24 04 2017 No M2 - 18 - 915
 NOMINATION OU MODIFICATION DE DIRIGEANT(S) - ART 15-10B
 MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTS ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 06 09 2017 PARTANT CARILL
 L'ing. DIRECTEUR GENERAL ADJOINT PARTANT FINDELING Antoine, DIRECTEUR GENERAL NOUVEAU ANG Adou Kouame
 DIRECTEUR GENERAL ADJOINT NOUVEAU ANG Adou Kouame, DIRECTEUR GENERAL
 DATE D'EFFET 06 09 2017

--- MODIFICATIVE DU 14 10 2019 No M2 - 19 - 4904
 NOMINATION OU MODIFICATION DE DIRIGEANT(S) - ART 15-10B
 MODIFICATION RELATIVE AUX PERSONNES DIRIGEANTS ET NON DIRIGEANTES A COMPTER DU 05 04 2019 PARTANT ANG Adou
 Kouame DIRECTEUR GENERAL PARTANT LANGELLIER Laurent, PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PARTANT ZOUARI
 Ghazi ADMINISTRATEUR NOUVEAU MAYEN Régis, Jean, Marc, DIRECTEUR GENERAL NOUVEAU MARTINEZ Philippe, Jean Paul
 PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION NOUVEAU RIPART Jean, Baptiste, Marie Dominique Hervé ADMINISTRATEUR
 NOUVEAU DUFOUR Alexandre, Marie-Dominique, Laurent, ADMINISTRATEUR
 DATE D'EFFET 05 04 2019

OBSERVATIONS	NEANT
AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT	NEANT
IMMATRICULATIONS SECONDAIRES	NEANT

EXTRAIT (SUITE)

14/10/2019

FOLIO N°

RFCM POINTE-NOIRE NG ROOM CG / NR / PB 988 (Ancienne 01 B 575)



FIN DE L'EXTRAIT COMPRENANT 5 PAGES

SI LA MODIFICATION OU FALSIFICATION DU PRESENT EXTRAIT EXPOSE A DES POURSUITES PENALES SEUL LE GREFFIER EST EGALEMENT HABILE A DELIVRER DES EXTRAITS SIGNES EN ORIGINAL. TOUTE REPRODUCTION DU PRESENT EXTRAIT MEME CERTIFIE CONFORME, EST SANS VALEUR.

POUR L'EXTRAIT CERTIFIE CONFORME ET DELIVRE LE

14/10/2019

LE GREFFIER



Maître Gustave GOUBILI
Greffier en Chef

[Handwritten mark]

MINISTRE DU PLAN DE LA
STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION
REGIONALE

Institut National de la Statistique

immatriculation des Entreprises
et Etablissements

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION SCIEN / SCIET

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS), soussigné, certifie que :

L'Entreprise: SOCIETE AIR LIQUIDE CONGO SA

dont le siège social ou la principale succursale au Congo est situé QUARTIER INDUSTRIEL KM4,
E.P.LUMUMBA B.P. : 734 à POINTE-NOIRE

et dont l'autorisation d'exercer porte les références suivantes : Nature RCCM

N° 09 - B - 868 délivré (e) le 14/10/2014 à POINTE-NOIRE

a été immatriculée dans le Système Congolais d'Immatriculation des Entreprises (SCIEN), sous le

Numéro:

1	8	5	8	3	0	9
---	---	---	---	---	---	---

cup

L'Etablissement (ou l'Agence) Principal (e) : AIR LIQUIDE CONGO

de l'Entreprise mentionnée ci-dessus, situé (e) QUARTIER INDUSTRIEL KM4 EMERY PATRICE
LUMUMBA B.P. : _____ à POINTE-NOIRE

a été immatriculé (e) dans le Système Congolais d'Immatriculation des Etablissements (SCIET), sous le

Numéro:

1	8	5	8	3	0	9	0	1	6
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

cup

Fait à Brazzaville, le 31 JAN 2020

Le Directeur Général,

Gabriel BATSANGA
Gabriel BATSANGA